

Le 13 février 2020

The Right Honourable Justin Trudeau, P.C., MP  
Prime Minister of Canada  
80 Wellington Street  
Ottawa, Ontario K1A 0G2

Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris au nom du Comité central mennonite (MCC) du Canada pour vous exprimer nos préoccupations concernant le plan de paix américain au Moyen-Orient récemment annoncé. Nous demandons au gouvernement canadien de rejeter fermement et publiquement ce plan « De la paix à la prospérité » comme étant une solution viable pour aboutir à la paix dans la région. Le MCC estime que tout plan de paix doit être déterminé entre les Palestiniens et les Israéliens, fondé sur le droit à l'autodétermination et la fin de l'occupation, et enraciné dans le droit international. Ces principes sont conformes à la politique officielle canadienne concernant le conflit israélo-palestinien.

Le MCC travaille au Moyen-Orient depuis plus de 70 ans en partenariat avec des organisations palestiniennes et israéliennes qui adoptent des approches non violentes pour œuvrer en faveur d'une paix juste. Compte tenu de notre histoire dans la région, nous reconnaissons que les deux peuples palestinien et israélien doivent comprendre qu'ils peuvent vivre dans un climat de paix et de sécurité sans crainte de violence. Nous apprenons de nos partenaires que ce plan limite davantage les possibilités d'une paix juste. En revanche, le plan va renforcer certaines conditions, notamment l'occupation et l'annexion de terres, qui ont contribué au conflit en cours.

Toute paix juste doit être déterminée entre Palestiniens et Israéliens travaillant ensemble. Par conséquent, nous sommes également très préoccupés par le fait que l'élaboration de ce plan n'a pas inclus les Palestiniens. Une paix durable ne peut être négociée sans réunir tous les acteurs concernés.

La résolution des conflits doit également être ancrée dans le droit international. Nous sommes préoccupés par le mépris flagrant de ce droit, notamment par l'annexion unilatérale d'environ 30 % de la Cisjordanie, ainsi que de tout Jérusalem. Le droit international, à commencer par la Charte des Nations unies de 1945 et les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité, interdit l'annexion de territoires. Le plan proposé légalise également les 240 colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Les colonies constituent une violation de la quatrième Convention de Genève et sont illégales en vertu de la politique canadienne.

Les réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie et dans les pays voisins ont besoin d'un soutien continu fourni grâce à l'UNWRA, d'une solution qui comprenne une compensation pour les pertes morales et matérielles subies lors du déplacement, et de l'affirmation continue du droit au retour. Les crises humanitaires existantes dans la région, en particulier à Gaza, doivent être gérées dans le cadre de la fin de l'occupation, y compris le blocus israélien de Gaza.

Le MCC s'est engagé à respecter le principe d'une Jérusalem partagée dans laquelle la signification spirituelle et historique de la ville est reconnue pour les chrétiens, les musulmans et les juifs. En effet, nous sommes fermement convaincus que les trois groupes religieux devraient pouvoir pratiquer librement leurs religions. Le Canada, en rejetant ce plan et en insistant sur un règlement négocié entre deux parties et fondé sur le droit international, peut contribuer à créer les conditions nécessaires à une paix juste et véritable.

À cette fin, le MCC demande au Canada de soutenir les efforts diplomatiques, y compris les résolutions des Nations Unies, qui visent à faire respecter le droit international et à protéger les droits, le bien-être et la dignité des peuples de la région. Au nom du MCC, je vous assure, à vous et à vos collègues, de nos prières alors que vous dirigez ce volet important de la politique étrangère du Canada.

Cordialement,



Rick Cober Bauman  
Executive Director  
MCC Canada

CC:

The Honourable Chrystia Freeland  
Deputy Prime Minister

The Honourable Francois-Phillippe Champagne  
Minister of Foreign Affairs

Leona Alleslev  
Official Opposition Critic for Foreign Affairs Conservative Party of Canada

Jack Harris  
Official Critic for Foreign Affairs New Democratic Party

Jo-Ann Roberts  
Leader Green Party

Stephane Bergeron  
Official Critic for Foreign Affairs Bloc Québécois